

La boille à retardement

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **32 (1995)**

Heft 1217

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1015526>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Domaine Public

DP

JAA

1002 Lausanne

15 juin 1995 - n° 1217
Hebdomadaire romand
Trente-deuxième année

La boille à retardement

Trois mois après la votation agricole du 12 mars dernier, les paysans remâchent leurs angoisses. Et se sentent bien seuls. Car dès le lendemain du triple rejet de l'article constitutionnel et de deux dispositions légales, le peuple et les médias passaient à l'ordre du jour, avec cette indifférence cruelle qui conduit à consommer un thème d'actualité après l'autre.

De leur côté, les paysans et les responsables des organisations agricoles s'interrogent. Passé le moment de rage à l'idée d'avoir abandonné le GATT pour l'ombre, ils se demandent où chercher le salut. Les paiements directs bien sûr, la production intégrée naturellement, mais encore? En une génération, de 1965 à 1990, le nombre des exploitations agricoles a diminué d'un tiers et la main d'œuvre permanente de moitié, tandis que le nombre de bovins par détenteur doublait, comme celui des tracteurs en circulation.

Même le Conseil fédéral, qui à l'instar des Chambres fédérales aimait tant s'occuper de politique agricole, repousse de semaine en semaine les décisions qu'il doit absolument prendre avant les vacances. Il va doubler la retenue sur le lait (de 5 à 10 centimes), réduire les contingents et prendre les premières mesures qui amèneront à terme la disparition du compte laitier; cette récapitulation des coûts entraînés par la valorisation des produits laitiers, qui ascende à plus d'un milliard depuis une douzaine d'années, a fait l'objet de continuelles critiques de la part de l'ancien conseiller national Otto Stich, qui ne les a surtout pas oubliées en devenant ministre des finances.

De fait, même dans la conjoncture actuelle qui frappe si durement certaines activités des secteurs secondaire et tertiaire, il n'est pas de branche économique plus fondamentalement désécurisée que l'agriculture en pleine reconversion. Tombée au-dessous de 4% de la population du pays, la paysannerie se sent injustement traitée, abandonnée au moment où elle remplit mieux que jamais sa mission d'approvisionnement alimentaire du pays, avec un degré d'autosuffisance moyen de 49% pour les protéines d'origine végétale et de 93% pour celles d'origine animale.

Puisque les consommateurs ont l'ingratitude d'acheter de plus en plus à l'étranger, dans cette Europe voisine qui produit et vend à meilleur marché, puisque tout le monde réclame une agriculture plus respectueuse de l'environnement, puisque le poids politique des paysans aux Chambres fédérales va encore diminuer cet automne, puisque le GATT vient avec son cortège de démantèlements tarifaires et réglementaires, les milieux agricoles ont une vision de plus en plus contrastée de leur propre avenir.

Les pessimistes pensent n'avoir plus que le choix entre les moyens d'en finir: la corde, le poison ou le revolver. Estimant n'avoir plus rien à perdre, même plus la considération de leurs concitoyens après le 12 mars, ces désespérés, suisses alémaniques pour la plupart, vont hurler leur douleur et, avec l'appui des populistes anti-européens, tenter de bloquer tout ce qu'ils pourront de la politique suisse.

Parmi ceux qui croient encore à la possibilité de produire malgré la cherté du sol, des intrants et du franc suisse, certains se lancent, notamment en Suisse romande, dans une course à l'agriculture de haute technicité, avec génétique de pointe et procédures informatisées à tous les niveaux de planification et de contrôle. Les autres (les mêmes parfois) s'accrochent à l'espoir de la production intégrée, dont le vaudois Marcel Sandoz, président de l'Union suisse des paysans, assure qu'elle représentera en l'an 2000 la moitié de la production agricole.

Pour avoir une chance d'approcher cet objectif ambitieux, il faudrait préparer sans plus tarder les cahiers des charges et les contrats-types correspondants. Il faudrait aussi les moyens de mettre en œuvre les principes convenus et d'en surveiller l'application. Il faudrait enfin une volonté politique incarnée par des personnages visionnaires, rayonnants, persuasifs.

Mais où sont désormais les Wahlen, Dumont, Pisani et autres philosophes des champs et des assiettes? Tel est le vrai drame de l'agriculture: son avenir n'inspire plus que les faiseurs d'alinéas et les fixeurs de normes. Tous assis comme le Conseil fédéral sur une boille à retardement.

YJ